



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Algérie

Question écrite n° 63078

## Texte de la question

M. André Aschieri souhaite attirer l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur l'attitude du gouvernement algérien face aux manifestations du peuple kabyle. Depuis le mois d'avril, la Kabylie manifeste haut et fort son désarroi devant une situation économique et sociale désastreuse. A la précarité économique s'ajoute le mépris d'un pouvoir qui refuse de reconnaître la culture kabyle dans toute sa richesse. La réponse du pouvoir à ces manifestations non violentes s'est traduite par une répression dont le bilan s'élève aujourd'hui à plus de dix morts. La police, au lieu de se mettre en retrait après ces exactions, n'a eu de cesse de harceler la population et en particulier les femmes. Aujourd'hui des centaines de milliers de Kabyles convergent vers Alger pour demander le respect des droits de l'homme et, au regard des agissements des forces de sécurité, une aggravation de la violence est à craindre. Aussi, devant le risque d'un embrasement généralisé, il lui demande dans quelle mesure il pourrait intercéder auprès du gouvernement algérien pour favoriser le respect des droits du peuple kabyle, seul gage du retour au calme.

## Texte de la réponse

Déclenché le 18 avril dernier par la mort d'un jeune lycéen dans un poste de gendarmerie dans la région de Tizi-Ouzou, le mouvement de contestation a pris une grande ampleur et le bilan des victimes n'a cessé depuis de s'alourdir. Aujourd'hui, malgré un retour au calme qui semble fragile, la situation demeure tendue notamment en Kabylie. La France a exprimé sa préoccupation concernant la situation en Algérie, et comprend l'aspiration du peuple algérien à de vrais changements. Les revendications des manifestants ne se limitent d'ailleurs pas à des revendications d'ordre culturel et linguistique, mais portent aussi sur des questions d'ordre social et politique qui concernent tous les citoyens algériens et dépassent donc les aspects strictement identitaires. La déclaration de Göteborg du 16 juin dernier est intervenue pour souligner la volonté de l'Union européenne d'enrayer le cycle de violence en encourageant la reprise du dialogue politique et en exhortant tous les responsables algériens à agir en ce sens car seule une solution politique permettra d'ouvrir une perspective d'apaisement et de mettre fin à la crise actuelle. Les liens forts et anciens entre les deux pays expliquent le souci permanent des autorités françaises de se tenir aux côtés de l'Algérie, éprouvée par la violence depuis de trop nombreuses années. La France entend soutenir les réformes politiques, économiques et sociales indispensables au retour de la stabilité et de la paix dans ce pays, dans le respect de sa souveraineté.

## Données clés

**Auteur :** [M. André Aschieri](#)

**Circonscription :** Alpes-Maritimes (9<sup>e</sup> circonscription) - Radical, Citoyen et Vert

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 63078

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** affaires étrangères

**Ministère attributaire :** affaires étrangères

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 2 juillet 2001, page 3747

**Réponse publiée le** : 3 septembre 2001, page 5007